

---

# Le rôle des firmes étrangères sur la dynamique de la production en Roumanie

---

Laura Brancu

---

*La libéralisation des entrées d'investissements directs étrangers (IDE) dans les pays d'Europe Centrale et orientale (PECO) représente pour ces anciennes économies communistes l'une des réformes les plus importantes, qui s'inscrit dans le sens des changements vers une économie de marché et de l'insertion au sein de l'économie mondiale. Les IDE dans ces pays ont été perçus comme porteurs d'effets potentiellement bénéfiques, comme un instrument susceptible d'introduire un comportement spécifique à l'économie de marché, tout en améliorant la qualité des facteurs de production locaux spécialisés à l'origine des avantages compétitifs. Dans ce papier nous allons étudier l'impact exercé par la présence des firmes étrangères sur l'évolution de la production en Roumanie. Avec les données statistiques dont on dispose, notre analyse sectorielle nous indique que la mesure de l'impact des IDE sur la production en Roumanie s'avère délicate, en raison des caractéristiques liées à la transition, qui se traduisent par des déclassements importants des capacités de production obsolètes.*

Classification JEL : F21, F23, L60, P33.

## L'impact des IDE sur l'économie d'accueil. Bref aperçu

La littérature économique souligne souvent le fait que les pouvoirs publics s'efforcent de stimuler l'arrivée des firmes étrangères, en leur accordant des avantages et en renforçant le caractère libéral de leur environnement. La principale motivation qui réside dans ces mesures est l'idée que les investissements directs étrangers (IDE) sont porteurs d'effets bénéfiques pour l'économie d'accueil. La libéralisation des IDE est vue comme « *une énorme opportunité pour la croissance et la prospérité, tant pour les pays en développement que pour les pays développés* »<sup>1</sup> (Brittain, 1995). Les gouvernements sont de plus en plus convaincus que les IDE doivent être encouragés, car ils amènent des bénéfices tant globales que nationales. Dans le contexte actuel de la mondialisation, les IDE sont vus comme le flux international de ressources le plus dynamique vers les pays en développement (UNCTAD, 1999) susceptible de contribuer au processus de rattrapage.

Bien que les études empiriques aboutissent parfois à des résultats contradictoires, le rôle des IDE dans les performances enregistrées en matière de croissance, en particulier pour les économies en développement, fait l'objet d'une littérature abondante. Aussi, même s'ils sont dans certains cas difficile, voire impossible, à mesurer, les impacts bénéfiques des IDE sont souvent mentionnés. Cependant, il est difficile de conclure quel est l'impact général exercé sur les pays en voie de développement, voire sur les pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Néanmoins, dans le cadre d'une première approximation, il est possible de dire que « *si la valeur ajoutée créée par l'investissement étranger est supérieure à la part qui revient à l'investisseur, le gain social est supérieur au gain privé* »<sup>2</sup> (Meier, 1995). Cette partie qui génère des revenus pour les résidents contribue à la croissance du revenu national, en augmentant

---

<sup>1</sup> notre traduction de l'anglais.

<sup>2</sup> notre traduction de l'anglais.

l'emploi du travail et du capital national (des facteurs de production du pays).

Dans cette littérature abondante, les IDE représentent non seulement un flux de capital, mais aussi un ensemble des biens tangibles et intangibles. Les spécialistes soulignent leur rôle dans le développement. Ainsi, les IDE complètent l'investissement domestique et transfèrent dans l'économie hôte des technologies et des connaissances. L'entrée d'IDE est perçue comme un facteur essentiel favorisant la croissance économique. Les IDE sont censés stimuler la croissance par une utilisation plus efficace des moyens de production et par les externalités engendrées sur les firmes locales. Cependant, comme l'efficacité des IDE dépend du niveau de développement du pays récepteur, les impacts diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre. Puisque les entrées d'IDE, surtout dans le secteur manufacturier, sont motivées par la volonté de l'investisseur de mettre en œuvre des réseaux de production flexibles et intégrés au niveau international. A côté de l'influence des orientations stratégiques des FMN, leurs impacts dépendent aussi de la capacité d'absorption du pays d'accueil. Dans ces conditions, les IDE influencent la croissance et le développement économique, par les canaux suivants :

- en apportant des capitaux ;
- en assurant la diffusion de la technologie et donc stimulant la productivité ;
- en augmentant l'emploi et les salaires ;
- en offrant l'accès aux marchés des exportations.

L'analyse de la littérature relative aux impacts des IDE montre ainsi qu'ils sont nombreux et qu'ils se manifestent tant au niveau macroéconomique que microéconomique. Les impacts peuvent être **directs** (exercés par l'activité des filiales) au bien **indirects** (par l'effet d'entraînement sur les firmes locales, *spillovers* dans la littérature anglo-saxonne). Un autre classement peut s'effectuer selon la **nature quan-**

**titative** ou bien **qualitative** des impacts. L'arrivée des firmes étrangères engendre des impacts quantitatifs sur les capacités de production locales : il s'agit de créations de sites de production qui contribuent à l'augmentation de la production et de l'emploi. À côté de leur rôle dans la création des capacités de production, les IDE exercent un autre effet sur la production, cette fois-ci qualitatif. En améliorant l'efficacité des facteurs, en particulier celle de la main d'œuvre, ils contribuent aux gains de productivités, sources de croissance. Il s'agit en particulier des gains de productivité qui peuvent être liés aux transferts de technologie vers les filiales et aux efforts de formation de la main d'œuvre locale censés entraîner un impact positif sur la productivité et par voie de conséquence sur le développement économique. Mais la mesure de ces effets s'avère délicate.

Le champ d'étude est donc vaste. Il est d'autant plus vaste que les impacts se combinent et sont en interactions. Le phénomène devient encore plus complexe lorsqu'une multitude de facteurs, liés aux spécificités du pays d'accueil, influencent tant le type d'impact que son efficacité. Dans ces conditions, les effets exercés par les IDE diffèrent selon le niveau de développement du pays récepteur. La complexité du phénomène génère l'apparition d'une grande diversité d'opinions sur le rôle des IDE, surtout lorsque les pays récepteurs sont en voie de développement. Aussi la prise en compte du niveau de développement du pays récepteur devient-elle importante dans la revue de la littérature. Cette distinction permet d'isoler le cas des pays qui nous intéressent en particulier : la Roumanie.

Par la suite, nous allons nous concentrer sur le rôle des firmes étrangères dans la dynamique de la production en Roumanie. Il faut préciser dès le départ qu'il s'agit d'un impact quantitatif et direct. Les impacts indirects exercés sur les firmes locales, que ce soit sous forme d'effet d'éviction (*crowding-out*) ou bien d'effet stimulant (*crowding-in*), bien que particulièrement intéressants, feront l'objet d'un autre papier.

**Les firmes étrangères en Roumanie. Quels impacts sur la capacité de production ?**

Sur le plan de la vérification empirique, il convient tout d'abord de préciser que la littérature empirique sur les impacts des IDE dans les PECO et particulièrement en Roumanie est peu abondante. Ceci s'explique vraisemblablement par la rareté des sources statistiques relative à ces pays. En effet, en effectuant la recherche bibliographique nous avons pu constater que si les données relatives aux déterminants des IDE sont accessibles auprès des institutions internationales, pour de nombreux pays et sur de longues périodes, les données relatives aux impacts, quant à elles, ne sont pas toujours disponibles pour les pays en développement, en particulier pour la Roumanie. Nos différentes tentatives auprès des institutions comme la Banque centrale, l'Institut national de statistique, le Registre du commerce, les Chambres de commerce, l'Agence des investisseurs étrangers, etc. ne nous ont pas permis d'accéder aux données nécessaires à l'analyse que nous aurions désiré réaliser. Le manque de données nous a amené à opter pour une solution *second best*, dans la mesure où nous avons livré des analyses utilisant des données indirectes. La démarche est sans doute loin d'être parfaite, mais elle a néanmoins le mérite d'offrir une explication cohérente dans le cadre des hypothèses restrictives qui s'imposent.

Les questions auxquelles nous avons essayé de trouver une réponse dans ce papier sont donc les suivantes : Dans quelle mesure les IDE ont participé à l'investissement en Roumanie ? Dans quelle mesure ces investissements ont contribué à la croissance de la production ? Sur ce registre, malgré la diversité de situations possibles, on constate que, d'après notre connaissance, les travaux empiriques n'ont pas étudié le rôle de l'IDE sur la création de capacités de production. Nous n'avons trouvé aucune vérification empirique, ni pour la Roumanie, ni pour les PECO. Pour répondre à ces questions, nous avons procédé à des évaluations à partir des données disponibles, qui nous permettent de livrer certaines analyses. Concernant la participation de l'IDE à

l'effort d'investissement, nous avons calculé le ratio du stock d'IDE en 2003 sur la formation brute de capital fixe (FBCF) cumulée de la période 1991-2003 dans le secteur industriel<sup>1</sup>. Ce ratio qui s'élève à 29,85% dans le secteur industriel est important. Dans certains secteurs, comme la métallurgie (99,7%), la cokéfaction (87,9%) ou le matériel de transports (86,6%), la quasi-totalité de l'investissement est imputable aux IDE. Dans d'autres, comme les machines et appareils de bureau (64,3%), l'extraction d'hydrocarbures (48%) ou les autres matériels de transport (36%), les niveaux atteints par le ratio soulignent également l'importance de l'IDE dans les investissements réalisés en Roumanie (Cf. tableau 1).

Si ces données témoignent incontestablement de l'importance de la contribution des IDE à l'effort d'investissement, qu'en est-il de la contribution de ces investissements à la croissance de la production ? Ont-ils stimulé la croissance dans les secteurs concernés ? Pour répondre à ces interrogations, l'idéal aurait été de mesurer la valeur ajoutée des firmes étrangères installées en Roumanie et de la comparer à l'ensemble. Mais les données relatives à la valeur ajoutée des firmes étrangères ne sont pas disponibles. Tandis que la méthode qui consiste à déduire cet impact à partir du coefficient de capital calculé à l'aide des données relatives aux variations de la formation brute de capital fixe et de la valeur ajoutée, manque de précision, en raison de l'importance de la consommation de capital fixe due à la transition. Les données sur la consommation de capital fixe auraient permis de distinguer l'investissement net et l'investissement de remplacement et d'obtenir un coefficient de capital plus proche de la réalité. Mais celles-ci ne sont pas disponibles.

Dans ces conditions, pour évaluer l'impact des IDE sur la dynamique de croissance, nous avons opté pour une solution *second best*, qui consiste à comparer la part relative du stock d'IDE dans l'investissement

---

<sup>1</sup> Nous avons analysé, dans le cas roumain, les impacts des IDE dans l'industrie, parce que, selon les statistiques internationales (UNCTAD, 2005) l'industrie est le secteur qui a attiré, en terme de stock, la plus grande partie des IDE entrants dans les PECO.

d'un secteur et la performance en terme de valeur ajoutée de ce secteur sur la période. Un impact positif de l'IDE sera constaté si la croissance de la valeur ajoutée augmente avec le ratio IDE/FBCF (en considérant que l'impact des firmes locales est neutre).

Tableau 1. **La liaison IDE-valeur ajoutée**

Code NACE	Secteur	Multiplicateur valeur ajoutée (1994-2003)	IDE/FBCF (%) (stock 2003)
27	Métallurgie et travaux des métaux	0,79	99,685
23	Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	1,32	87,925
<b>34</b>	<b>Fabrication de matériel de transport</b>	<b>1,79</b>	<b>86,613</b>
30	Fabrication de machines et appareils de bureau	1,51	64,322
11	Extraction des hydrocarbures	0,93	47,972
<b>35</b>	<b>Autre matériel de transport</b>	<b>1,52</b>	<b>35,991</b>
16	Fabrication du tabac	0,68	31,649
32	Equipements radio -TV et communications	0,59	30,486
31	Fabrication d'équipements électriques et électroniques	1,24	28,916
25	Industrie du caoutchouc et des plastiques	1,43	26,459
28	Constructions métalliques et produits de métal	1,08	24,921
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	1,06	22,945
29	Fabrication de machines et équipements	0,75	22,194
36	Fabrication des meubles	1,39	19,083
<b>21</b>	<b>Industrie du papier et du carton</b>	<b>2,33</b>	<b>18,986</b>
24	Industrie chimique	0,78	18,835
<b>19</b>	<b>Industrie du cuir et de la chaussure</b>	<b>1,53</b>	<b>15,647</b>
15	Industries agricoles et alimentaires	1,39	14,868
20	Travail du bois et fabrication d'articles en	1,48	13,191

	bois		
17	Fabrication des articles textiles	0,90	12,766
<b>22</b>	<b>Edition et imprimerie</b>	<b>2,71</b>	<b>10,219</b>
18	Fabrication des vêtements	1,26	6,993
33	Fabrication des instruments médicaux, de précision, optiques	0,79	0,819
10	Extraction du charbon	0,99	0,000
	Moyennes	1,16	29,85

Source : calculs effectués à partir des données de l'Annuaire Statistique de la Roumanie, numéros divers

Note : les lignes en gras correspondent aux premiers 5 secteurs selon la valeur ajoutée.

Selon les données statistiques publiées par l'Institut National de Statistique, la valeur ajoutée dans l'industrie a été multipliée, en moyenne, par 1,16<sup>1</sup>. Onze secteurs industriels ont connu une dynamique plus forte que le moyenne. Mais le croisement de ces résultats avec le poids de l'IDE dans la FBCF des secteurs concernés ne permet pas de confirmer l'existence d'un lien positif significatif entre ce poids et la croissance de la valeur ajoutée, comme en témoigne les données du tableau 1. et le graphique 1. On observe que les secteurs où l'IDE a un poids important dans l'investissement n'ont pas enregistré une forte dynamique de croissance de la valeur ajoutée. La figure 1. confirme la présence d'une liaison très faible entre les deux variables.<sup>2</sup>

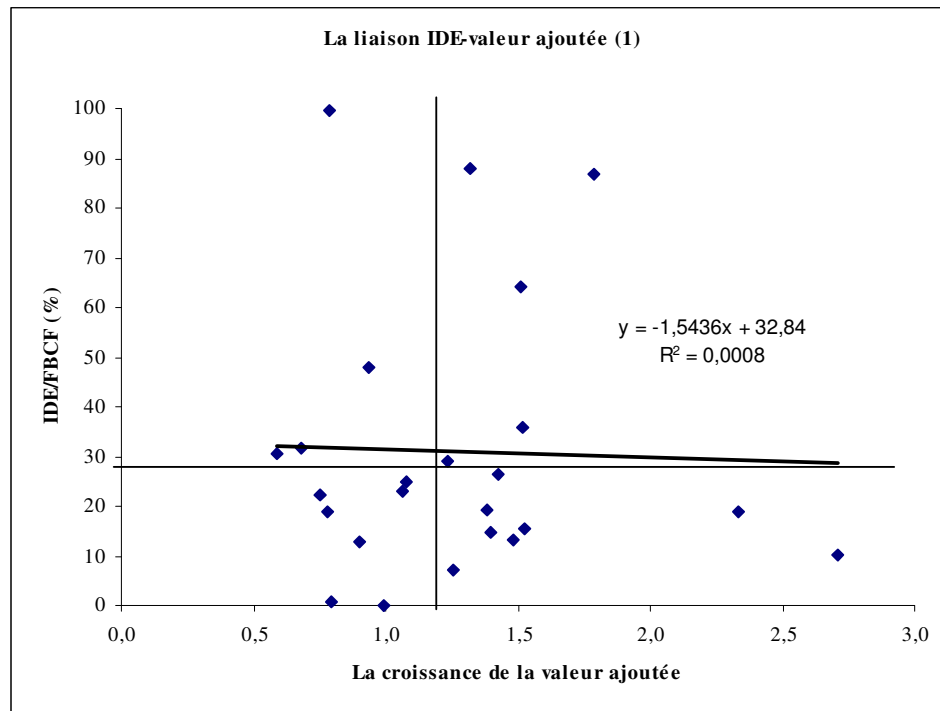
<sup>1</sup> L'évolution de la valeur ajoutée a été calculée comme rapport entre la valeur ajoutée de l'année 2003 et celle de l'année 1994 à partir duquel les données sur la valeur ajoutée des firmes en Roumanie sont disponibles.

<sup>2</sup> Le test de Spearman que nous avons également effectué, aboutit à une relation négative très faible avec un coefficient  $r_s = -0,0238$ .



Figure

1.

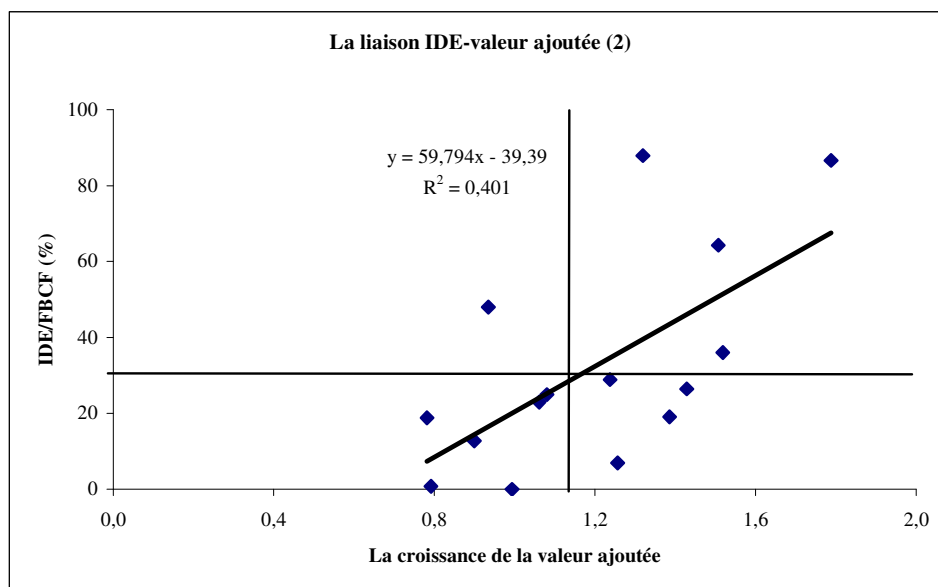


Source : Tableau 3.

Les axes de la figure 1. correspondent aux moyennes des valeurs des deux variables : 29,85% pour le ratio IDE/FBCF et 1,16 pour le multiplicateur de la valeur ajoutée. L'existence d'un lien aurait engendré une concentration des observations dans les quadrants nord-est et sud-ouest, proche de la droite ayant une pente positive. Les secteurs comme Cokéfaction-raffinage, Matériel de transport, Autres matériels de transport et Machines et appareils de bureaux pour lesquels le ratio IDE/FBCF est élevé s'inscrivent dans cette logique. À l'opposé, les secteurs situés dans le quadrant sud-ouest comme les Instruments médicaux, le Textile, les Autres produits minéraux non-métalliques, la Construction métallique et les Equipements électriques et électroniques tendent également à renforcer l'existence d'un lien. Afin

d'isoler les secteurs dans lesquels les IDE ont contribué à la croissance de la valeur ajoutée, nous avons éliminé de l'observation une partie des secteurs situés dans les quadrants nord-ouest et sud-est. Cela nous a permis de saisir un lien entre le ratio IDE/FBCF et la croissance de la valeur ajoutée, décrit dans la figure 2. Une corrélation positive forte apparaît dans l'ordre croissant pour les secteurs suivants : Instruments médicaux, de précision, optiques ; Articles textiles ; Autres produits minéraux non-métalliques ; Constructions métalliques et produits de métal ; Equipements électriques et électroniques ; Machines et appareils de bureau ; Matériel de transport. Selon cette corrélation, il est possible de penser que la faible croissance observée dans les secteurs comme les instruments médicaux ou les constructions métalliques s'expliquerait par la faiblesse des IDE dans la FBCF, alors que les bonnes performances observées dans le secteur de Matériels de transport serait imputable à la forte présence de l'IDE.

Figure 2.



Source : Tableau 1.

Toutefois, si cette démarche a le mérite d'indiquer les secteurs pour lesquels il existerait un lien entre le ratio IDE/FBCF et la croissance de la valeur ajoutée, elle laisse entière la question de savoir pourquoi dans les secteurs éliminés la relation est négative. Comment expliquer les mauvaises performances en matière de croissance dans les secteurs comme la métallurgie où presque la quasi-totalité de l'investissement est dû à l'IDE ? Ou encore comment comprendre les bonnes performances enregistrées dans les secteurs comme l'édition et l'imprimerie ou l'industrie du bois où la présence d'IDE est relativement faible ? Ces interrogations, ainsi que la faiblesse du lien observée d'entrée de jeu, nous conduisent à souligner la portée limitée des conclusions que l'on puisse tirer à partir des données macroéconomiques. En effet, le ratio IDE/FBCF est sujet à certaines remarques qui limitent sa capacité à offrir des éclairages à la question posée au départ et plus particulièrement dans le cas des PECO qui ont connu le déclassement d'une partie importante de leur appareil productif. Tout d'abord, parce que les données relatives à l'IDE ne font pas la distinction entre les différentes modalités d'investissement. Ensuite, parce que les restructurations de l'appareil productif réduisent la représentativité de la FBCF comme indicateur de l'investissement net, source de croissance de la valeur ajoutée.

Alors que l'arrivée d'IDE sous forme de *greenfield* est créatrice nette de capacité de production, le rachat d'une entreprise existante n'augmente pas la capacité de production locale. Toutefois, dans le cas des pays en transition, le rachat a souvent comme objet des entreprises en processus de restructuration, qui ne fonctionnent que partiellement ou bien pas du tout. Dans ce cas, le rachat traduit un investissement de remplacement pour utiliser des facteurs de production sous-employés, pour la mise en marche d'une entreprise en situation de faillite. Les capacités des production sont ainsi remise en fonction et améliorées. Néanmoins, même si le rachat est accompagné par des investissements pour restaurer les capacités des productions existantes, son impact sur la production est moins évident à saisir que celui d'un *greenfield*.

Lorsqu'on tient compte des modalités de l'IDE, l'établissement d'un lien entre le ratio IDE/FBCF et la croissance de la valeur ajoutée est loin d'être évident. Dans les secteurs où l'IDE est réalisé plutôt sous forme de rachat, son impact sur la production, tout en restant positif, peut se traduire par un taux de croissance faible, voire négatif. Car dans ce cas l'IDE compense la perte de production liée à la restructuration de l'appareil productif due à la transition. Il est même envisageable comme dans le cas de la métallurgie qu'une présence massive d'IDE soit associée à une baisse de la valeur ajoutée. Dans ce cas, la question est de savoir non pas dans quelle mesure l'IDE a contribué à accélérer la croissance, mais plutôt dans quelle mesure il a limité la baisse de la production. Sa contribution à la production se mesurerait alors par la comparaison du multiplicateur de la valeur ajoutée observée et celui en l'absence d'IDE. À l'inverse dans les secteurs où domine le *greenfield* la probabilité d'un lien positif avec la croissance de la valeur ajoutée est plus élevée, même si l'arrivée de l'IDE peut se traduire par l'élimination de concurrents locaux. Finalement, il peut y avoir des secteurs où les IDE contribuent à une accélération de la croissance, comme il peut y avoir des secteurs où les IDE empêchent une baisse plus accentuée de la production. Bien que l'impact sur la croissance soit positif dans les deux cas, leurs traductions au niveau du multiplicateur de la valeur ajoutée sont différentes. Étant donné que les IDE ne sont pas répartis entre les différents secteurs de façon égale selon les formes qu'ils peuvent prendre, le lien entre le ratio IDE/FBCF et la croissance de la valeur ajoutée perd de sa pertinence, pour illustrer l'impact de l'IDE sur la production.

Le dénominateur du ratio est également source d'erreurs dans l'appréciation. Plus le déclassement du capital devenu obsolète dans le secteur en question est important, plus la capacité de la FBCF à représenter l'investissement net sera réduite. Ce qui peut engendrer des ratios élevés d'IDE/FBCF, dans les cas où la restructuration est opérée en grande partie par les IDE, sans que cela se traduise par la croissance de la production.

## Conclusions

Les remarques que nous venons d'effectuer tracent les limites de l'analyse que nous avons effectuée en l'absence de données disponibles. Une analyse s'appuyant sur les données relatives à la valeur ajoutée des firmes étrangères en Roumanie auraient fourni des éclairages plus pertinents. Néanmoins, à ce stade de l'analyse, il est possible de dégager certaines conclusions intermédiaires, en tenant compte des réserves émises ci-dessus. La mesure de l'impact des IDE sur la production en Roumanie s'avère délicate, en raison des caractéristiques liées à la transition se traduisant par des déclassements importants des capacités obsolètes. Il est possible toutefois d'affirmer que les IDE dont le montant correspond à un peu moins d'un tiers de la FBCF réalisée sur la période 1991-2003, ont permis d'alléger l'effort d'épargne domestique et d'éviter ainsi les conséquences d'une récession profonde. Dans certains secteurs, les IDE ont contribué à la croissance, tandis que dans d'autres ils ont modéré la baisse de la production liée aux restructurations de l'appareil productif.

## Bibliographie:

BrITan, L. (1995), "Investment liberalization: The next great boost to the world economy", Transnational Corporation, Vol. 4, No. 1.

BRANCU, L. (2007), "Les investissements directs français en Roumanie. Déterminants et impacts", La Lettre Jean Monnet, No. 14.

Meier, G. (1995), *Leading Issues in Economic Development*, Oxford University Press, New York.

UNCTAD (1999): *World Investment Report 1999: Foreign Direct Investment and the Challenge of Development*, United Nations.

**Laura BRANCU**, Faculté de Sciences Economique, L'Université de l'Ouest de Timisoara.